

Considérant que « Hippo-Lux » a introduit une demande d'agrément pour la récolte et le stockage de sperme pour le commerce national et pour la récolte d'embryons pour le commerce national, et que ce centre remplit les conditions visées à l'article 36 de l'arrêté du 19 mars 2010 relatif à l'élevage ;

Considérant qu'Isolde Tuypens, déjà agréée pour la récolte et le stockage de sperme et d'embryons pour le commerce national, a introduit une demande d'agrément pour le stockage de sperme pour le commerce intracommunautaire, et qu'elle remplit les conditions visées à l'article 36 de l'arrêté du 19 mars 2010 relatif à l'élevage ;

Considérant que « Privilège SFQ bvba » a introduit une demande d'agrément pour la récolte et le stockage de sperme pour le commerce intracommunautaire, et que ce centre remplit les conditions visées à l'article 36 de l'arrêté du 19 mars 2010 relatif à l'élevage,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 6 juin 2013 portant agrément de centres pour chevaux, en application de l'article 35 de l'arrêté du 19 mars 2010 relatif à l'élevage, modifié par l'arrêté ministériel du 14 février 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 18° est abrogé ;

2° il est inséré un point 24°/1, rédigé comme suit :

« 24°/1 Hippo-Lux, Zandstraat 11, 3381 Glabbeek, ayant le numéro d'agrément NB14/04 ; ».

**Art. 2.** Dans l'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 14 février 2014, il est inséré un point 13°/1, rédigé comme suit :

« 13°/1 Privilège SFQ bvba, Wimpel 3, 2222 Wiekevorst, ayant le numéro d'agrément AER/ANT/031646 ; ».

**Art. 3.** A l'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 14 février 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un point 4°/1, rédigé comme suit :

« 4°/1 Isolde Tuypens, Bloemenhof 2, 2500 Lier, ayant le numéro d'agrément AER/ANT/031674 ; » ;

2° le point 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° Pandhoeve, Pandhoevestraat 51, 3182 Baal, ayant le numéro d'agrément AER/VBR/017127. ».

**Art. 4.** A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 14 février 2014, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° Dierenarts Hanna Remans bvba, Weg naar Opoeteren 43, 3670 Meeuwen-Gruitrode, ayant le numéro d'agrément NM11/05 ; » ;

2° il est inséré un point 15°/1, rédigé comme suit :

« 15°/1 Stoeterij Zangersheide bvba, Domein Zangersheide, 3620 Lanaken, ayant le numéro d'agrément NM14/05 ; ».

**Art. 5.** L'article 7/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté ministériel du 14 février 2014, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7/1. En application de l'article 35 de l'arrêté du 19 mars 2010 relatif à l'élevage, les centres suivants pour équidés sont agréés pour la récolte d'embryons pour le commerce national :

1° Equivet Breeding Center, Wijerstraat 127, 3510 Spalbeek (Hasselt), ayant le numéro d'agrément NM11/04 ;

2° Hippo-Lux, Zandstraat 11, 3381 Glabbeek, ayant le numéro d'agrément NB14/04. ».

Bruxelles, le 22 mai 2014.

Le Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité,  
K. PEETERS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29516]

**24 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française et la Région wallonne et la Commission communautaire française, relatif à la mise en oeuvre des bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi;

Vu le décret du 2 avril 2014 apportant des modifications au régime des normes de création et de maintien d'options dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2013;

Vu le protocole de négociation du 23 octobre 2013 du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu le protocole de négociation du 23 octobre 2013 au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu l'avis n° 55.114/2 du Conseil d'Etat, donné le 19 février 2014 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le titre de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice, les mots « de même caractère » sont supprimés.

**Art. 2.** L'article 24 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice est remplacé par:

« Article 24. - § 1<sup>er</sup>. Un établissement ne peut proposer la création d'une option de base que si celle-ci :

1<sup>o</sup> figure au répertoire des options de base de l'enseignement secondaire;

2<sup>o</sup> n'est pas mentionnée dans ledit répertoire sous une dénomination précédée des lettres NP.

Toutefois si cet établissement organise déjà une ou plusieurs options groupées du même secteur qui ne figurent pas au répertoire visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la création d'une option de base groupée est subordonnée à la transformation, année par année, des options groupées existantes en options appartenant au répertoire.

§ 2. Lorsque l'établissement propose la création d'une option de base groupée au 2<sup>e</sup> degré de la section de qualification, il propose obligatoirement en même temps la création d'une option de base groupée du même secteur au 3<sup>e</sup> degré. L'établissement peut proposer pour la 5<sup>e</sup> année une option de base groupée qu'il organise déjà au moment de la demande. La création de l'option de base groupée du 3<sup>e</sup> degré doit se faire obligatoirement au plus tard au cours de la 3<sup>e</sup> année scolaire qui suit l'année scolaire de la création de l'option de base groupée du 2<sup>e</sup> degré. Une modification de l'option de base groupée du 3<sup>e</sup> degré requiert l'avis du Comité de concertation concerné et du Conseil général de concertation selon les modalités de l'article 27/1, § 8.

§ 3. Lorsqu'un établissement propose la création d'une option de base groupée en 5<sup>e</sup> année de la section de qualification qui ne fait pas l'objet d'une thématique commune dans le bassin enseignement qualifiant-formation-emploi correspondant à l'implantation dans laquelle est envisagée la création de l'option de base groupée selon les dispositions du décret du 2 avril 2014, la création de l'option de base groupée est soumise à la condition supplémentaire suivante : si l'option de base groupée est organisée en au moins 2 exemplaires en plein exercice dans la zone au 1<sup>er</sup> octobre de l'année de la demande de programmation, une nouvelle programmation n'est autorisée que si l'option de base groupée a rassemblé, dans la zone concernée, en moyenne lors des deux années scolaires précédant l'année scolaire de la demande au moins 2 fois le nombre d'élèves requis pour une création tel que défini par l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n°49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II.

Pour calculer la moyenne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il sera pris en compte uniquement les élèves réguliers de 5<sup>e</sup> année inscrits au 15 janvier de l'année scolaire visée dans l'option de base groupée organisée en plein exercice dans la zone concernée et les élèves réguliers de 5<sup>e</sup> année inscrits au 15 janvier de l'année scolaire visée dans l'option de base groupée organisée en alternance dans la zone concernée si l'établissement dans lequel ils sont inscrits organise l'option de base groupée à la fois en plein exercice et en alternance.

Pour calculer la moyenne visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il sera pris en compte uniquement les établissements qui scolarisent au moins un des élèves visés au deuxième alinéa.

Pour établir la moyenne annuelle, la somme des élèves visés au 2<sup>e</sup> alinéa est divisée par le nombre d'établissements visés au 3<sup>e</sup> alinéa.

La moyenne sur deux années scolaires consécutives est la moyenne des deux moyennes annuelles.

§ 4. Le Gouvernement pourra accorder, avant le 16 juin de chaque année, dérogation à la condition décrite au § 3 sur base d'un avis rendu par le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire; la dérogation se basera sur des critères relevant de la répartition géographique des options de base groupées et/ou de l'équilibre entre caractères et/ou de la pression démographique.

§ 5. Les services du gouvernement sont chargés de l'élaboration d'un rapport annuel au Gouvernement sur la création d'options nouvelles. Ce rapport comprendra notamment l'évolution de la population scolaire des enseignements technique de qualification et professionnel, établie par option de base groupée pour chaque année d'études et dans chaque zone.

§ 6. Le Conseil général de concertation est chargé de remettre au moins tous les trois ans au Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions un rapport faisant état des options de base groupées dont il s'indique de favoriser la création. Le Conseil général se base notamment sur les rapports d'activités annuels des Instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant, créées par le décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial. Le Conseil général fait également rapport de l'application du § 3 du présent article et propose le cas échéant une modification motivée du paragraphe visé. La modification proposée ne peut pas avoir pour effet de modifier à la baisse le chiffre de 1,5 fois le nombre d'élèves requis pour une création. Le Conseil général peut également émettre des propositions concernant le processus de programmation. ».

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'article 27 du même arrêté, il est inséré un paragraphe 1<sup>er</sup> ainsi rédigé :

« § 1<sup>er</sup>. Le présent article ne s'applique pas aux programmations relatives aux options de base groupées des deuxième et troisième degrés de l'enseignement technique de la section de qualification et de l'enseignement professionnel. ».

§ 2. Le paragraphe 1<sup>er</sup> ancien devient le paragraphe 2 et ainsi de suite jusqu'au paragraphe 7 ancien qui devient le paragraphe 8.

**Art. 4.** Un article 27/1 est inséré dans le même arrêté :

« Article 27/1. - § 1<sup>er</sup>. Le présent article s'applique uniquement aux programmations relatives aux options de base groupées des deuxième et troisième degrés de l'enseignement technique de la section de qualification et de l'enseignement professionnel.

§ 2. Chaque conseil de zone assure la concertation entre pouvoirs organisateurs en matière de programmation de l'offre d'enseignement prévue par l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du même décret.

Il examine les projets de création d'options de base groupées émanant des établissements pour lesquels il est compétent et donne sur ces projets les avis favorables ou défavorables prévus par l'article 25 du même décret.

L'avis du Conseil de zone doit être motivé au regard des éléments suivants :

1<sup>o</sup> les avis éventuels des autres instances;

2<sup>o</sup> le nombre d'occurrences de l'option dans la zone et la population moyenne de l'option dans la zone;

3<sup>o</sup> l'appartenance de l'option du 3<sup>ème</sup> degré à la liste des thématiques communes du bassin et/ou l'opportunité particulière de l'option dans le bassin (sur avis conforme du bassin enseignement qualifiant-formation-emploi dans ce cas);

4<sup>o</sup> le respect de la règle fixée par l'article 24, § 3;

5<sup>o</sup> les propositions de dérogations à la règle fixée par l'article 24, § 3;

6<sup>o</sup> le fait que l'option de base groupée de 7<sup>e</sup> année soit organisée pour compléter une offre de formation déjà organisée en 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année dans l'établissement;

7<sup>o</sup> des éléments spécifiques à la demande et/ou à la zone.

§ 3. Avant le 1<sup>er</sup> février de chaque année, chaque conseil de zone transmet les projets de création d'options de base groupées sur lesquels il a donné un avis au comité de concertation dont il relève ainsi qu'aux conseils des zones contiguës de même caractère.

§ 4. Avant le 20 février, les conseils de zones contiguës peuvent introduire un recours motivé auprès du comité de concertation dont ils relèvent. Ils en informent dans le même délai le conseil de zone concerné.

Les représentants d'un pouvoir organisateur au sein d'un conseil de zone peuvent également introduire avant le 20 février un recours motivé contre les avis de ce conseil auprès du comité de concertation dont le conseil de zone relève.

Le représentant du comité de concertation auprès d'un conseil de zone peut également introduire avant le 20 février un recours motivé auprès de ce comité de concertation.

Les représentants d'une organisation syndicale siégeant à l'organe visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, peuvent également introduire avant le 20 février un recours motivé contre les avis du conseil de zone auprès du comité de concertation dont le conseil de zone relève.

§ 5. L'avis favorable d'un conseil de zone qui n'a pas fait l'objet d'un des recours prévus par le paragraphe 4 devient définitif.

§ 6. Avant le 31 mars de chaque année, chaque comité de concertation se prononce sur les recours dont il est saisi et donne son avis favorable ou défavorable.

En l'absence de décision du comité de concertation dans le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'avis favorable du conseil de zone devient définitif.

Avant le 31 mars de chaque année, chaque comité de concertation se prononce et donne un avis favorable ou défavorable sur les projets de création d'options de base groupées, pour lesquels les conseils de zone de son caractère ont rendu un avis favorable.

L'avis du comité de concertation doit être motivé au regard des éléments suivants :

1<sup>o</sup> les avis éventuels des autres instances;

2<sup>o</sup> le nombre d'occurrences de l'option dans la zone et la population moyenne de l'option dans la zone;

3<sup>o</sup> l'appartenance de l'option du 3<sup>e</sup> degré à la liste des thématiques communes du bassin et/ou l'opportunité particulière de l'option dans le bassin (sur avis conforme du bassin enseignement qualifiant-formation-emploi dans ce cas);

4<sup>o</sup> le respect de la règle fixée par l'article 24, § 3;

5<sup>o</sup> les propositions de dérogations à la règle fixée par l'article 24, § 3;

6<sup>o</sup> le fait que l'option de base groupée de 7<sup>e</sup> année soit organisée pour compléter une offre de formation déjà organisée en 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année dans l'établissement;

7° des éléments spécifiques à la demande et/ou à la zone et/ou à une zone contiguë;

8° des éléments spécifiques à l'option de base groupée et à son développement dans l'espace francophone.

§ 7. Pour le 5 avril au plus tard, les comités de concertation communiquent au Conseil général de concertation :

- les demandes de programmation approuvées pour les options de base groupées R et R<sup>2</sup>;

- les demandes motivées de dérogation à la règle fixée par l'article 24, § 3.

§ 8. Avant le 10 mai, le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire prend acte des projets de création d'options de base groupées R.

A la demande d'un membre désigné en vertu de l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, le Conseil général peut refuser une programmation présentée par un comité de concertation.

Avant le 10 mai, le Conseil général se prononce sur les demandes de programmation pour des options de base groupées R<sup>2</sup>.

Pour l'application des alinéas 2 et 3, l'avis du Conseil général de concertation doit être motivé au regard des éléments suivants :

1° les avis éventuels des autres instances;

2° le nombre d'occurrences de l'option dans la zone et la population moyenne de l'option dans la zone;

3° l'appartenance de l'option du 3<sup>e</sup> degré à la liste des thématiques communes du bassin et/ou l'opportunité particulière de l'option dans le bassin (sur avis conforme du bassin enseignement qualifiant-formation-emploi dans ce cas);

4° le respect de la règle fixée par l'article 24, § 3;

5° les propositions de dérogations à la règle fixée par l'article 24, § 3;

6° le fait que l'option de base groupée de 7<sup>e</sup> année soit organisée pour compléter une offre de formation déjà organisée en 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année dans l'établissement;

7° des éléments spécifiques à la demande et/ou à la zone et/ou à une zone contiguë;

8° des éléments spécifiques à l'option de base groupée et à son développement dans l'espace francophone.

Les programmations approuvées sont valables pour les deux années scolaires qui suivent l'approbation par le Conseil général de concertation.

§ 9. Pour l'application du présent article, si les thématiques communes du bassin enseignement qualifiant-formation-emploi concerné ne sont pas disponibles au plus tard au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire en cours, les thématiques communes sont remplacées par le plan de redéploiement adopté par l'Instance de pilotage interréseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) en application du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial, tel que modifié. ».

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2014.

**Art. 6.** Le Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29516]

**24 APRIL 2014. — Besluit tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de ontwikkeling van regio's voor Kwalificerend Onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt;

Gelet op het decreet van 2 april 2014 tot wijziging van het stelsel van normen inzake creatie en behoud van opties in het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juli 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 juli 2013;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 23 oktober 2013 van het Onderhandelingscomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde PMS-centra, erkend door de Regering;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 23 oktober 2013 binnen het Onderhandelingscomité van sector IX, van het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het advies nr. 55.114/2 van de Raad van State, gegeven op 19 februari 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het opschrift van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt het woord "gelijkaardige" geschrapt.

**Art. 2.** Artikel 24 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt vervangen door:

"Artikel 24. - § 1. Een inrichting kan de oprichting van een basisoptie enkel voorstellen als deze :

1° in het repertorium van de basisopties van het secundair onderwijs opgenomen wordt;

2° niet vermeld wordt in genoemd repertorium onder een benaming voorafgegaan door de letters NP.

Indien deze inrichting echter reeds één of meer gegroepede opties van dezelfde sector organiseert die niet in het in eerste lid bedoelde repertorium voorkomen, is de oprichting van een gegroepede basisoptie afhankelijk van de omvorming, jaar per jaar, van de bestaande gegroepede opties in opties die tot het repertorium behoren.

§ 2. Wanneer de inrichting de oprichting voorstelt van een gegroepede basisoptie in de tweede graad van de kwalificatieafdeling, stelt ze verplicht gelijktijdig de oprichting voor van een gegroepede basisoptie van dezelfde sector in de derde graad. De inrichting kan voor het vijfde jaar een gegroepede basisoptie voorstellen die ze reeds organiseert op het ogenblik van de aanvraag. De oprichting van een gegroepede basisoptie van de derde graad moet verplicht ten laatste gedurende het derde schooljaar gebeuren dat volgt op het schooljaar van de oprichting van de gegroepede basisoptie van de tweede graad. Een wijziging van de gegroepede basisoptie van de derde graad vereist het advies van het betrokken Overlegcomité en van de Algemene overlegraad volgens de nadere regels van artikel 27/1, § 8.

§ 3. Wanneer een inrichting de oprichting voorstelt van een gegroepede basisoptie waarvoor geen gemeenschappelijke thematiek bestaat in het vijfde jaar van de kwalificatieafdeling in de regio voor Kwalificerend Onderwijs – Vorming – Arbeidsmarkt die overeenstemt met de vestiging waarin de oprichting van de gegroepede basisoptie in overweging wordt genomen volgens de bepalingen van het decreet van 2 april 2014, wordt de oprichting van de gegroepede basisoptie aan de volgende bijkomende voorwaarde onderworpen : indien de gegroepede basisoptie in minstens twee exemplaren met volledig leerplan in de zone wordt georganiseerd op 1 oktober van het jaar van de aanvraag tot programmering, wordt een nieuwe programmering enkel toegelaten als de gegroepede basisoptie, in de betrokken zone, gemiddeld gedurende de twee schooljaren voorafgaand aan het schooljaar van de aanvraag minstens twee keer het aantal leerlingen heeft samengebracht dat vereist is voor een oprichting zoals bepaald bij artikel 5, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II.

Om het gemiddelde te berekenen bedoeld bij het eerste lid, zullen enkel in aanmerking worden genomen de regelmatige leerlingen van het vijfde jaar ingeschreven op 15 januari van het schooljaar bedoeld in de gegroepede basisoptie georganiseerd met volledig leerplan in de betrokken zone en de regelmatige leerlingen van het vijfde jaar ingeschreven op 15 januari van het schooljaar bedoeld in de gegroepede basisoptie georganiseerd in het alternerend onderwijs in de betrokken zone indien de inrichting waarin ze ingeschreven zijn de gegroepede basisoptie zowel in het onderwijs met volledig leerplan als in het alternerend onderwijs organiseert.

Om het gemiddelde te berekenen bedoeld bij het eerste lid, zullen enkel in aanmerking worden genomen de inrichtingen die minstens één van de leerlingen bedoeld bij het tweede lid opnemen.

Om het jaarlijkse gemiddelde te berekenen, wordt de som van de leerlingen bedoeld bij het tweede lid gedeeld door het aantal inrichtingen bedoeld bij het derde lid.

Het gemiddelde op twee opeenvolgende jaren is het gemiddelde van de twee jaarlijkse gemiddelden.

§ 4. De Regering zal, vóór de 16 juni van ieder jaar, een afwijking van de in § 3 bepaalde voorwaarde kunnen toekennen op basis van een advies verleend door de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs; de afwijking zal steunen op criteria die verband houden met de geografische verspreiding van de gegroepede basisopties en/of het evenwicht tussen aarden en/of van de demografische druk.

§ 5. De diensten van de regering zijn belast met het opmaken van een jaarlijks verslag aan de Regering over de creatie van nieuwe opties. In dit verslag zullen inzonderheid opgenomen worden, de evolutie van de schoolbevolking van het technisch kwalificatieonderwijs en het beroepsonderwijs, opgesteld per gegroepede basisoptie voor elk studiejaar en in elke zone.

§ 6. De Algemene overlegraad wordt belast met het indienen om de drie jaar minstens bij de Minister bevoegd voor het secundair onderwijs, van een verslag waarin vermeld worden de gegroepeerde basisopties die de voorkeur moeten genieten inzake oprichting. De Algemene raad berust inzonderheid op de jaarlijkse activiteitenverslagen van de Instanties voor de netoverschrijdende sturing van het kwalificerend onderwijs, opgericht bij het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van instanties voor de netoverschrijdende sturing van het kwalificerend onderwijs en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen. De Algemene raad brengt ook verslag over de toepassing van paragraaf 3 van dit artikel en stelt, desgevallend, een met redenen omklede wijziging van bedoelde paragraaf voor. De voorgestelde wijziging kan niet tot gevolg hebben dat het cijfer van anderhalve keer het aantal leerlingen vereist voor een oprichting naar beneden zou worden gebracht. De Algemene raad kan ook voorstellen uitbrengen omtrent het programmeringsproces.”.

**Art. 3.** § 1. In artikel 27 van hetzelfde besluit wordt een paragraaf 1 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 1. Dit artikel is niet van toepassing op de programmeringen met betrekking tot de gegroepeerde basisopties van de tweede en derde graden van het technisch onderwijs van de kwalificatieafdeling en van het beroepsopleiding.”.

§ 2. De voormalige paragraaf 1 wordt paragraaf 2 enzo voort tot de voormalige paragraaf 7, die paragraaf 8 wordt.

**Art. 4.** Er wordt een artikel 27/1 ingevoegd in hetzelfde besluit :

“Artikel 27/1. § 1. Dit artikel is niet van toepassing op de programmeringen met betrekking tot de gegroepeerde basisopties van de tweede en derde graden van het technisch onderwijs van de kwalificatieafdeling en van het beroepsopleiding.”.

§ 2. Iedere zoneraad zorgt voor het overleg tussen inrichtende machten inzake de programmering van het onderwijsaanbod bedoeld bij artikel 24, eerste lid, 3°, van hetzelfde decreet.

Hij onderzoekt de projecten tot oprichting van gegroepeerde basisopties uitgaande van de inrichtingen waarvoor hij bevoegd is en geeft gunstige of ongunstige adviezen over deze projecten die bedoeld worden bij artikel 25 van hetzelfde decreet.

Het advies van de Zoneraad moet met redenen omkleed worden in verband met de volgende elementen:

1° de mogelijke adviezen van de andere instanties;

2° het aantal keren dat de optie in de zone georganiseerd wordt en de gemiddelde bevolking van de optie in de zone;

3° het behoren van de optie van de derde graad tot de lijst van de gemeenschappelijke thematieken van de regio en/of de bijzondere noodzakelijkheid van de optie in de regio (op eensluidend advies van de regio kwalificerend onderwijs – vorming- arbeidsmarkt in dat geval);

4° de inachtneming van de regel bepaald bij artikel 24, § 3;

5° de voorstellen van afwijking van de regel bepaald bij artikel 24, § 3;

6° het feit dat de gegroepeerde basisoptie van het zevende jaar georganiseerd zou worden om een vormingsaanbod aan te vullen dat reeds in het vijfde en zesde jaar in de inrichting georganiseerd wordt;

7° de elementen die specifiek zijn voor de aanvraag en/of de zone.

§ 3. Vóór 1 februari van elk jaar, zendt elke zoneraad de projecten over inzake oprichting van gegroepeerde basisopties waarvoor hij een advies heeft uitgebracht aan het overlegcomité waaronder hij ressorteert alsook aan de raden van de aangrenzende zones van dezelfde aard.

§ 4. Vóór 20 februari, kunnen de raden van de aangrenzende zones een met redenen omkleed beroep indienen bij het overlegcomité waaronder ze ressorteren. Ze brengen daar binnen dezelfde termijn de betrokken zoneraad op de hoogte van.

De vertegenwoordigers van een inrichtende macht binnen een zoneraad kunnen ook vóór 20 februari een met redenen omkleed beroep indienen tegen de adviezen van deze raad bij het overlegcomité waaronder de zoneraad ressorteert.

De vertegenwoordiger van het overlegcomité bij een zoneraad kan tevens een met redenen omkleed beroep instellen bij dit overlegcomité vóór 20 februari.

De vertegenwoordigers van een vakvereniging die bij het orgaan bedoeld bij artikel 5, eerste lid, zetelen, kunnen ook vóór 20 februari een met redenen omkleed beroep instellen tegen de adviezen van de zoneraad bij het overlegcomité waaronder de zoneraad ressorteert.

§ 5. Het gunstig advies van een zoneraad waartegen geen van de beroepen bedoeld bij paragraaf 4 werd ingediend, wordt definitief.

§ 6. Vóór 31 maart van elk jaar, spreekt elk overlegcomité zich uit over het beroep dat hem wordt voorgelegd en geeft kennis van zijn gunstig of niet gunstig advies.

Als het overlegcomité binnen de termijn bepaald bij het eerste lid geen beslissing heeft genomen, wordt het gunstig advies van de zoneraad definitief.

Vóór 31 maart, spreekt elk overlegcomité zich uit en geeft kennis van zijn gunstig of niet gunstig advies over de projecten van oprichting van gegroepeerde basisopties, waarvoor de zoneraden van zijn aard een gunstig advies hebben uitgebracht.

Het advies van het overlegcomité moet met redenen omkleed worden in verband met de volgende elementen :

1° de mogelijke adviezen van de andere instanties;

2° het aantal keren dat de optie in de zone georganiseerd wordt en de gemiddelde bevolking van de optie in de zone;

3° het behoren van de optie van de derde graad tot de lijst van de gemeenschappelijke thematieken van de regio en/of de bijzondere noodzakelijkheid van de optie in de regio (op eensluitend advies van de regio kwalificerend onderwijs – vorming- arbeidsmarkt in dat geval);

4° de inachtneming van de regel bepaald bij artikel 24, § 3;

5° de voorstellen van afwijking van de regel bepaald bij artikel 24, § 3;

6° het feit dat de gegroepeerde basisoptie van het zevende jaar georganiseerd zou worden om een vormingsaanbod aan te vullen dat reeds in het vijfde en zesde jaar in de inrichting georganiseerd wordt;

7° de elementen die specifiek zijn voor de aanvraag en/of de zone en/of een aangrenzende zone;

8° de elementen die specifiek zijn voor de gegroepeerde basisoptie en zijn ontwikkeling in de Franstalige ruimte.

§ 7. Vóór 5 april ten laatste, delen de overlegcomités aan de Algemene overlegraad :

- de aanvragen om programmering die goedgekeurd worden voor de gegroepeerde basisopties R en R2;

- de met redenen omklede aanvragen om afwijking van de regel bepaald bij artikel 24, § 3 mee.

§ 8. Vóór 10 mei, neemt de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs akte van de projecten van oprichting van gegroepeerde basisopties R.

Op aanvraag van een lid aangewezen krachtens artikel 3, §§ 1 en 2, van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, kan de Algemene overlegraad een programmering weigeren voorgedragen door een overlegcomité.

Vóór 10 mei, spreekt de Algemene raad zich uit over de aanvragen om programmering voor de gegroepeerde basisopties R2.

Voor de toepassing van het tweede lid en het derde lid, moet het advies van de Algemene overlegraad met redenen omkleed worden in verband met de volgende elementen :

1° de mogelijke adviezen van de andere instanties;

2° het aantal keren dat de optie in de zone georganiseerd wordt en de gemiddelde bevolking van de optie in de zone;

3° het behoren van de optie van de derde graad tot de lijst van de gemeenschappelijke thematieken van de regio en/of de bijzondere noodzakelijkheid van de optie in de regio (op eensluitend advies van de regio kwalificerend onderwijs – vorming- arbeidsmarkt in dat geval);

4° de inachtneming van de regel bepaald bij artikel 24, § 3;

5° de voorstellen van afwijking van de regel bepaald bij artikel 24, § 3;

6° het feit dat de gegroepeerde basisoptie van het zevende jaar georganiseerd zou worden om een vormingsaanbod aan te vullen dat reeds in het vijfde en zesde jaar in de inrichting georganiseerd wordt;

7° de elementen die specifiek zijn voor de aanvraag en/of de zone en/of een aangrenzende zone;

8° de elementen die specifiek zijn voor de gegroepeerde basisoptie en zijn ontwikkeling in de Franstalige ruimte.

De goedgekeurde programmeringen zijn geldig voor de twee schooljaren die volgen op de goedkeuring door de Algemene overlegraad.

§ 9. Voor de toepassing van dit artikel, indien de gemeenschappelijke thematieken van de betrokken regio kwalificerend onderwijs – vorming – arbeidsmarkt ten laatste op 1 oktober van het lopend schooljaar niet beschikbaar zijn, worden deze vervangen door het herverdelingsplan aangenomen door de instantie voor de netoverschrijdende sturing van het kwalificerend onderwijs (IPIEQ) bij toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van instanties voor de netoverschrijdende sturing van het kwalificerend onderwijs en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, zoals gewijzigd.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 november 2014.

**Art. 6.** De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 april 2014.

De Minister-president,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-M. SCHYNS